

## Europe : 2011, l'année des dupes

Jean-Marie Harribey

*L'Humanité-Dimanche*, n° 292, 22 décembre 2011

Preuve que l'histoire avance, il y eut la journée des dupes du samedi 9 au dimanche 10 novembre 1630 (on ne disait pas encore week-end), qui vit Louis XIII renouveler sa confiance à Richelieu contre la reine-mère Marie de Médicis, il y a désormais une année complète des dupes.

L'année 2011 fut celle de l'exacerbation de la crise capitaliste dans l'Union européenne qui revêtit successivement, pour la doxa gouvernementale et médiatique, les formes de la crise grecque, de la crise des dettes publiques, de la crise de l'euro, et dernièrement de la crise de gouvernance européenne.

La population grecque, déjà pénalisée par l'absence totale de fiscalité sur les richissimes armateurs ou sur l'Église, entre autres évadés fiscaux, a pris de plein fouet des plans d'austérité à répétition qui ont provoqué un recul d'environ 6 % du PIB pour cette seule année. Privatisations des infrastructures, recul des salaires et des retraites, chômage : l'austérité avec un grand A. C'est tout juste si on n'a pas arraché aux Grecs le Parthénon ou acheté à bas prix quelque île. Car tout est bon pour spéculer : le défaut de paiement, l'assurance sur le défaut de paiement (CDS), que les banques possèdent ou non des titres grecs, etc. Le comble de la félicité pour les spéculateurs étant de parier que les plans d'austérité aggraveront la récession, les déficits, la dette et donc l'écart (le *spread*, parlons moderne) de taux d'intérêt entre les pays. Le résultat est éloquent : la dette publique grecque était de 120 % du PIB en mai 2010, à la veille de l'adoption du premier plan, elle est aujourd'hui de plus de 160 %.

Ainsi, les premiers dupés furent les descendants des fondateurs de la démocratie, à qui Mme Merkel et M. Sarkozy ont imposé humiliation sur humiliation : interdiction aux Grecs d'organiser un referendum et imposition d'un banquier de la Goldman Sachs, celle-là même qui a organisé le maquillage des comptes grecs et ensuite la spéculation sur ces comptes, comme Premier ministre.

Mais la duperie a été organisée aussi contre tous les peuples européens. Depuis le Conseil européen des 24-25 mars, puis ceux des 21 juillet, 26-27 octobre et 8-9 décembre, le corsetage des politiques économiques et de la démocratie s'est peaufiné : Austérité salariale + Austérité monétaire + Austérité budgétaire = le triple A, symbole fétiche de la finance capitaliste. Chaque pilier de ce triptyque est désormais bien bâti.

Contre le travail, les réformes des retraites vont bon train avec le recul programmé de l'âge de départ : Allemagne, France, Espagne, Italie, Grèce..., et avec la diminution du nombre de fonctionnaires. Le ministre du travail français Xavier Bertrand vient de déclarer : « Pour certains salariés, et pas seulement en CDI, le chômage partiel ou l'activité partielle peut être une solution intéressante. On l'a développée au cœur de la crise, continuons ! »<sup>1</sup> La réduction du temps de travail est radicalement refusée sauf celle qui a nom chômage !

L'orthodoxie monétaire est renforcée : la Banque centrale européenne (BCE) ne rachètera, au mieux, des obligations d'État que sur le marché secondaire. Cela signifie que ni le Fonds européen de stabilisation financière ni la BCE qui le pilotera ne financeront directement les déficits publics. La création monétaire est laissée aux mains des banques privées à qui on ne demandera jamais plus d'endosser le moindre défaut partiel des dettes

---

<sup>1</sup> *Le Monde*, 22 décembre 2011.

publiques. Le marché des obligations publiques pourra donc continuer de prospérer. Et les dettes publiques courront, perpétuant ainsi la génération d'intérêts usuraires.<sup>2</sup> Le bouquet final a été déclenché le 21 décembre, 1<sup>er</sup> jour de l'hiver : pour ne pas que les banques se refroidissent, la BCE a prêté 489 milliards d'euros sur trois ans au taux de 1 % à 523 banques, qui pourront à leur tour prêter à des taux bien plus élevés, et pourquoi pas aux États. Comme c'est bien pensé et bien fait !

Enfin, l'Union européenne souffrait, nous disait-on, de « manque de gouvernance ». Il fallait entendre de « manque de rigueur au niveau budgétaire ». La solution a été trouvée : on renforce les sanctions financières qui seront automatiquement appliquées en cas de non-respect de la nouvelle règle dite « d'or ». Et, là, la duperie organisée par la bourgeoisie financière atteint le grand art : l'obligation de ne pas dépasser 3 % de déficit public par rapport au PIB fut fixée à une époque où la croissance économique était de l'ordre de 3 %, ce qui pouvait avoir une certaine logique. Aujourd'hui, la croissance est quasi nulle et on s'achemine vers une règle d'or à 0 % de déficit.<sup>3</sup> Donc, le contraire d'une politique contracyclique théorisée par Keynes lors de l'autre grande crise dans les années 1930. C'est à se demander si, en enterrant celui-ci, la bourgeoisie financière ne va pas ressusciter Marx en attisant l'indignation contre « la démence sénile du capital »<sup>4</sup>. Il y a une limite à la duperie : on peut duper mille peuples pendant une année, un peuple pendant mille ans, mais pas mille peuples pendant mille ans.

---

<sup>2</sup> Pour les détails techniques, voir les textes précédents sur ce blog. <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey>.

<sup>3</sup> Le projet de modification des traités prévoit que le seuil de déficit structurel toléré sera de 0,5 % du PIB. Le déficit structurel est calculé en soustrayant du déficit total la part qui est estimée comme étant due à la variation de la conjoncture.

<sup>4</sup> Titre d'un livre déjà ancien. <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/ouvrages/demence.pdf>